

# La révolte des faux seins

Par **Europe1.fr avec Anne Le Gall**

Publié le 07 Juillet 2010 à 23h39 Mis à jour le 08 Juillet 2010 à 14h21

## **Une cinquantaine de femmes portant des prothèses mammaires défectueuses veulent être indemnisées.**

Le docteur Dominique Michel Courtois, président de l'association l'AAVAC (Association d'aide aux victimes d'accidents corporels) parle du plus gros scandale sanitaire touchant des prothèses en France. Un millier de plaintes ont déjà été déposées par des femmes portant des implants mammaires Poly implant. Elle veulent maintenant être indemnisées et vont se rendre devant le ministère de la Santé jeudi matin.

En cause : la qualité du gel de silicone contenu dans ces faux seins. Le fabricant visé par une enquête pour fraude en aurait modifié la composition, mettant ainsi sur le marché des produits non conforme à la législation. Ils se déchirent plus facilement car le silicone semble attaquer l'enveloppe de la prothèse.

## **De nouveau seins offerts par l'État ?**

Pour Dominique Michel Courtois il y a urgence à les réopérer. "Elles ont été largement mutilées avec des implants qui se sont fissurés ou ont totalement éclaté. Il y a urgence, c'est un problème de santé publique."

Ces femmes veulent changer d'implant mammaire tout de suite et ce type d'intervention coûte de 2.000 à 5.000 euros. C'est pourquoi ces femmes vont demander une indemnisation au ministère de la Santé. Le fabricant étant en liquidation judiciaire, elles ne veulent pas attendre un éventuel procès qui pourrait se tenir dans plusieurs années.

## **Le ministère inspecte**

L'association a été reçue jeudi midi au ministère de la Santé, mais sans obtenir de réponse sur la prise en charge du changement de prothèses. "Nous demandons un fonds de solidarité pour prendre en charge les frais", a expliqué à l'issue de l'entretien Alexandra Blachère, présidente de l'association des Porteuses de Prothèses PIP (PPP), en présence d'une quarantaine de personnes venues devant le ministère.

Pour le moment, le ministère "attend les résultats de l'Afssaps", l'agence chargée de contrôler les produits de santé, sur le gel incriminé. "Je suis reconvoquée au ministère fin septembre", a ajouté la représentante des PPP.

